

UNDT/2017/013, Ho

Décisions du TANU ou du TCNU

Diligence raisonnable: un retard dans le paiement d'un droit en vertu des règles et règlements du personnel peut constituer une violation d'un principe général de diligence raisonnable et de bonne foi envers les membres du personnel, consacrée dans la charte des Nations Unies, qui est un principe structurel de bien Pratique de gestion. Délai excessif: Afin d'évaluer si un retard dans le paiement d'un droit est indûment, le tribunal examinera le temps que le paiement aurait pris si les flux de travail normaux avaient été respectés. Un délai de onze mois de paiement d'un droit est indûment et peut garantir une indemnité à condition que le demandeur ait subi des dommages-intérêts. Dommages matériels: Pour calculer les dommages matériels résultant d'un retard de paiement, le tribunal peut tenir compte de l'OROR appliqué au moment du paiement tardif, par opposition à celui qui s'applique au moment où le droit est devenu dû. Si, à la suite du taux de change appliqué au moment du paiement, le demandeur a reçu plus qu'il ne l'aurait eu le taux de change au moment où le droit a été dû, et ce montant dépasse tout intérêt que le demandeur pourrait avoir Reçu dans l'application de Warren 2010-UNAT-059, il ne peut pas obtenir de compensation pour dommages et intérêts. Dommages moraux: le tribunal trouve raisonnable de conclure que le fait qu'un demandeur ait dû rédiger plusieurs e-mails et a même dû dégénérer la question en impliquant l'OSLA pour enfin recevoir le paiement d'un droit a entraîné un stress, une frustration et une anxiété, justifiant une compensation.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur a démissionné de l'organisation en vigueur le 15 février 2015 et a fourni une preuve de relocalisation le 26 mai 2015. Malgré plusieurs suivis, l'organisation a payé la subvention du rapatriement au compte bancaire du demandeur uniquement le 31 mai 2016, après avoir impliqué le Bureau de personnel Assistance juridique (OSLA). Le Tribunal a constaté que l'organisation n'avait pas respecté son obligation de verser en temps opportun la subvention du

rapatriement au demandeur. Cependant, il a noté qu'elle n'avait pas subi de dommages matériels en raison de ce paiement tardif parce que les taux d'exploitation des Nations Unies de change (Unore) appliqués en mai 2016 étaient plus élevés que celui de juin 2015 (lorsque la subvention du droit à la rapatriement est devenue due). Par conséquent, la requérante a reçu un montant plus élevé en monnaie locale (ringgit malaisien) qu'elle n'aurait eu que le paiement était opportun. Cependant, le tribunal a conclu qu'il y avait des preuves que le demandeur avait subi des dommages-intérêts moraux justifiant une compensation au montant de 500 USD.

Principe(s) Juridique(s)

N / A

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Texte Supplémentaire du Résultat

Seule une compensation financière

Applicants/Appellants

Ho

Entité

CCNUCC

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2016/89

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

7 Mar 2017

Duty Judge

Juge Bravo

Language of Judgment

Anglais

Français

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Prestations et droits

Prime de rapatriement

Compensation

Dommages non pécuniaires (moraux)

Droit Applicable

Règlement du personnel

- Article 9.4

Statut du personnel

- Disposition 3.19(a)

TCNU Règlement de procédure

- Article 9

TCNU Statut

- Article 10.5(b)

Jugements Connexes

UNDT/2010/011

2010-UNAT-093

UNDT/2015/053

2010-UNAT-059

2013-UNAT-309